



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES

JAPON - COREE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE TOKYO

N° 190 – Du 15 mai au 4 juin 2023

Sommaire

Japon

- ❖ Augmentation spectaculaire du soutien à la natalité et à l'enfance de 3,5 Tns ¥ (25 Mds €) par an dès 2024.
- ❖ Le gouvernement japonais va autoriser 7 compagnies d'électricité à augmenter leurs tarifs auprès des ménages à partir du 1^{er} juin.
- ❖ Les entreprises japonaises se lancent dans le développement de LLM (Large Language Models).

Corée

- ❖ La chute des exportations conduit les institutions à réviser à la baisse leurs prévisions de croissance pour la Corée.
- ❖ Le gouvernement coréen annonce un plan d'aide à l'innovation dans l'industrie navale.
- ❖ L'Union européenne et les Etats-Unis émettent des réserves quant à la fusion entre Korean Air et Asiana.

LE CHIFFRE À RETENIR

3,5Tns ¥ (25 Mds EUR)

Budget annuel supplémentaire de soutien à la natalité et à l'enfance
au Japon, à partir de 2024

Japon

1 Macro-économie et finance

Le budget de soutien à la natalité et à l'enfance sera augmenté de 3,5 Tns JPY (25 Mds EUR) par an à partir de 2024. Cette mesure intervient dans un contexte de baisse drastique de la natalité : le nombre de naissances est tombé sous la barre des 800 000 en 2022 (le niveau le plus bas depuis 1899), et pourrait atteindre 500 000 d'ici 2070. Le gouvernement vise à inverser cette tendance en doublant la part du PIB dédiée à la natalité et à l'enfance, de 1,7% à 3,4% d'ici 2030 : le budget annuel passerait alors de 5 Tns JPY (36 Mds EUR) à 10 Tns JPY (71 Mds EUR). Sur 2024-2027, une hausse de 3 Tns JPY (21 Mds EUR) par an avait initialement été arrêtée, mais le gouvernement a réhaussé ce budget de 500 Mds JPY (4 Mds EUR) en ciblant la lutte contre la pauvreté infantile et l'aide consacrée aux enfants souffrant de handicap.

Le nouveau budget sera avant tout destiné à augmenter les allocations de soutien à l'éducation des enfants. Actuellement, les parents d'enfants âgés de 0 à 2 ans reçoivent 107 EUR par mois et par enfant. Lorsque l'âge de l'enfant est entre 3 et 15 ans, ce montant tombe à 71 EUR par mois et par enfant. Le projet aujourd'hui porté par le gouvernement est d'étendre la période d'éligibilité de cette allocation de 3-15 ans à 3-18 ans. De plus, ce montant passera de 71 à 214 EUR par mois et par enfant pour le troisième enfant et au-delà. Les conditions de revenu des parents pour percevoir ces allocations seront supprimées. Le Japon envisage également d'augmenter les subventions destinées à couvrir les frais d'accouchement à partir de 2026 et prévoit le renforcement du système de crèches à partir de 2024. [The Japan Times](#) ; [The Mainichi](#) ; [The Japan Times](#)

2 Politiques économiques

Le gouvernement japonais va autoriser 7 grandes compagnies d'électricité à augmenter leurs tarifs auprès des ménages à partir du 1^{er} juin. A la demande des principales compagnies d'électricité début 2023, le ministère de l'économie, de l'industrie et du commerce japonais (METI) a réévalué à la hausse les tarifs d'électricité réglementés pour les ménages pour prendre en compte l'augmentation des prix de GNL et de charbon pour la production d'électricité. En effet, 8 des 10 principales compagnies d'électricité ont enregistré des pertes pour l'année fiscale se terminant au 31 mars 2023. La fourchette d'augmentation accordée aux 7 grandes compagnies d'électricité (Hokkaido EPCO, Tohoku EPCO, TEPCO, Hokuriku EPCO, Chugoku EPCO, Shikoku EPCO et Okinawa EPCO) est située entre 14% (pour TEPCO qui fournit l'électricité à la capitale) et 42% (pour Hokuriku EPCO, qui fournit l'électricité aux préfectures de Toyama, Ishikawa et à des parties des préfectures de Fukui et de Gifu). D'après le Nikkei, cela représenterait une augmentation pour un ménage moyen d'environ 2 078 JPY (15 EUR) chez TEPCO et 5 323 JPY (37 EUR) chez Okinawa EPCO. Ces annonces ont fait bondir les actions des compagnies d'électricité japonaises (+3,9% pour TEPCO, +5,8% pour Hokuriku Electric Power). Les 3 compagnies régionales d'électricité de Chubu, du Kansai et de Kyushu n'ont pas fait de demandes d'augmentation de leurs tarifs, notamment, pour ces deux dernières, grâce à des centrales nucléaires en opération les exposant moins à l'augmentation des prix des combustibles fossiles pour la production d'électricité. [Japan Times](#), [Nikkei](#), [Nikkei](#), [Nikkei](#)

3 Entreprises

Plusieurs entreprises japonaises ont annoncé le développement de LLM (Large Language Models), technologies sur lesquelles se basent les systèmes d'intelligences artificielles (IA) génératives comme ChatGPT. SoftBank projette de concevoir un équivalent japonais de l'agent conversationnel américain en collaboration avec l'application de discussion Line, déjà dotée d'un LLM. L'entreprise japonaise de télécommunications NTT prévoit également de créer son propre LLM au cours de l'année fiscale 2023, tandis que Cyberagent, une société de publicité numérique, a annoncé au mois de mai le lancement d'un LLM en langue japonaise. Une équipe de chercheurs associée à l'entreprise Fujitsu va utiliser le superordinateur japonais Fugaku opéré par l'institut de recherche national Riken pour élaborer un LLM destiné à être exploité par des entreprises japonaises afin de créer leur modèle d'IA personnalisé avec leurs propres données. Parallèlement, le gouvernement japonais se saisit du sujet. Le Premier ministre Fumio Kishida a mis en place un panel présidé par un expert japonais en IA qui traitera de l'utilisation, du développement et des risques induits par cette technologie, en vue de préparer une stratégie nationale dédiée. En amont du sommet du G7, le ministre japonais du numérique Taro Kono avait alerté face aux risques potentiels que font courir les intelligences artificielles génératives pour les démocraties, en appelant à réglementer cet outil. [The Japan Times](#), [Nikkei](#), [Financial Times](#)

Corée

1 Macro-économie et finance

La chute des exportations conduit les institutions à réviser à la baisse leurs prévisions de croissance pour la Corée. En l'espace d'un mois la Corée du Sud a vu ses prévisions de croissance 2023 dégradées à trois reprises. La Banque de Corée a abaissé sa prévision de croissance à 1,4 % (prévision la plus faible à ce jour) soit 0,2 point de moins que le précédent chiffre. Le Korean Development Institute (Think Tank public) qui jusqu'alors se montrait confiant a lui aussi abaissé sa prévision de 0,3 point à 1,5 %. Deux mois après sa première révision, l'OCDE a de nouveau abaissé sa prévision de croissance de 0,1 point à 1,5 %. Ces baisses interviennent dans un contexte de ralentissement de l'économie imputable à la chute des exportations. En effet pour le huitième mois consécutif les exportations coréennes sont en baisse (-15,2 % sur un an), principalement du fait de la baisse des ventes de 30 % vers la Chine, son plus gros partenaire commercial. Pour les trois institutions, la reprise escomptée de l'économie coréenne ne se fera qu'à partir du troisième trimestre, bien qu'au premier trimestre le pays ait enregistré une croissance de 0,3 % (glissement trimestriel). [Pulse News](#), [The Korea Herald](#), [YonHap](#), [The Korea Times](#), [JongAngDaily](#)

2 Politiques économiques

Le gouvernement coréen annonce un plan d'aide à l'innovation dans l'industrie navale. Parmi les mesures annoncées par le ministère coréen du commerce, de l'industrie et de l'énergie, les programmes de garantie de remboursement délivrés par l'Etat (en cas de défaut de livraison) vont être étendus afin d'encourager les nouvelles commandes, et la Corée du Sud va investir 136 M USD pour le développement de navires autonomes et les navires « verts » alimentés par des sources d'énergie alternatives (hydrogène, ammoniac ou électricité). La Corée du Sud est leader dans le domaine, avec

40% des commandes mondiales de navires, 70% de parts de marché pour les navires « verts » au premier trimestre 2023 et 17 des 19 commandes mondiales de navires destinés au transport de gaz naturel liquéfié (GNL). Cependant, la hausse du nombre de commandes risque de causer une pénurie de main-d'œuvre d'environ 14 000 ouvriers, et l'inflation a renforcé les attentes salariales des ouvriers coréens, ce qui crée un désavantage par rapport à la main-d'œuvre chinoise. Le gouvernement a donc décidé d'assouplir les conditions d'obtention de visa pour les travailleurs étrangers et le MOTIE forme davantage d'ouvriers coréens spécialisés (2 000 d'ici la fin de l'année). [Business Korea](#), [The Investor](#), [The Korea Times](#)

3 Entreprises

L'Union européenne et les Etats-Unis émettent des réserves quant à la fusion entre Korean Air et Asiana. Le 17 mai 2023, la Commission européenne a adressé une communication des griefs à Korean Air, craignant que l'opération: (1) ne réduise la concurrence dans le domaine de la fourniture de services de transport de passagers sur quatre liaisons entre la Corée du Sud et la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne; et (2) ne réduise la concurrence dans le domaine de la fourniture de services de transport de marchandises entre toute l'Europe et la Corée du Sud. La Commission estime que les concurrents présents sur ces dessertes n'auraient pas la taille suffisante, ou seraient sujets à des pressions réglementaires, les empêchant d'exercer une pression concurrentielle suffisante sur l'entité issue de la concentration. La Commission a désormais jusqu'au 3 août 2023 pour prendre une décision finale. La presse coréenne s'est par ailleurs fait l'écho d'une possible objection du Département américain de la justice à la fusion, citant notamment le fait que la compagnie pressentie pour reprendre les liaisons jugées trop concentrées, la compagnie à bas-coût coréenne Air Premia, n'aurait pas la dimension requise pour véritablement concurrencer la nouvelle entité. [Korea Times](#), [JoongAng Daily](#), [JoongAng Daily](#).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsables de la publication : SER de Tokyo et SE de Séoul

Rédacteurs : Au service économique régional de Tokyo : le pôle Economie et Finance, le pôle Innovation, le pôle Agricole et Alimentation et le pôle Développement Durable

Au service économique de Séoul : le pôle Economie et Finance et le pôle Politiques Sectorielles.

Contact : Raphaël Keller, Ministre Conseiller aux Affaires Economiques
raphael.keller@dgtresor.gouv.fr

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Tokyo (adresser les demandes à : tokyo@dgtresor.gouv.fr).

Newsletter : Adresser votre demande d'inscription à tokyo@dgtresor.gouv.fr.